

Directeur :  
Antoine TURMO  
Adresse : VI<sup>e</sup> Union  
Régionale C. N. T.  
Bourse du Travail  
Place Saint-Sernin  
TOULOUSE (H.-G.)

★  
ABONNEMENT  
Annuel ... 20,00 F  
Semestriel ... 10,40 F

# ESPOIR

AIT  
ENT

HEBDOMADAIRE ♦ ORGANE DE LA VI<sup>e</sup> UNION REGIONALE DE LA C. N. T. F.

N° 78

30 juin 1963

Prix : 0,40 F

## Éditorial

### LES CONFLITS RACIAUX AUX U.S.A.

Le lâche assassinat du leader noir Medgar Evers, vraisemblablement tué par un membre du Ku-Klux-Klan, aggrave la situation aux Etats-Unis. Le président Kennedy a marqué un point en Alabama, en imposant l'intégration des noirs grâce à la prise en charge par le gouvernement central des troupes jusqu'ici aux ordres du gouverneur Wallace; celui-ci a effectué un repli stratégique; mais cela ne signifie pas grand-chose. Comme l'acceptation des deux étudiants noirs à l'Université de Jackson ne veut rien dire. Le conflit entrera dans une nouvelle phase, aux imprévisibles conséquences, car le Sud est foncièrement l'ennemi de la déségrégation. Démocrates et républicains, riches et pauvres blancs, tous sont contre les noirs.

Plusieurs journalistes, ainsi que des sociologues, se sont penchés sur le problème racial aux Etats-Unis et chacun y a apporté de nouveaux éléments, découverts au cours d'enquêtes et d'informations recueillies pour la Presse mondiale. Un point fondamental est par tous approuvé : le racisme est aux U.S.A., plus que le fait de classes riches, plus qu'une manifestation capitaliste; c'est un phénomène de dévoiement du blanc pauvre. L'ouvrier blanc, le petit fermier, l'employé modeste, est plus raciste que le grand industriel, l'homme d'affaires, le politicien en vue. Le racisme, c'est-à-dire : le maintien de la supériorité du blanc dans la vie sociale américaine, le refus de reconnaître l'égalité humaine des noirs, de leur laisser libre accès à toutes les professions et à toutes les carrières, n'est que la manifestation d'un égoïsme féroce de la part des classes moyennes et du prolétariat blanc; c'est, dans le fond, une forme de crainte : celle de se trouver un jour subordonnés à un noir élevé, par son intelligence, aux postes de direction technique; c'est, en un mot, un complexe d'infériorité.

Et ainsi le lamentable retard du prolétariat américain se trouve mis en évidence. Il n'y a pas d'éducation politique ou sociale, surtout dans le Sud, ou, si elle y est, son degré est très faible. L'Amérique, malgré ce que pensent beaucoup d'Européens qui se font trop d'illusions sur le Nouveau Monde, porte un retard social et politique de presque un siècle, par rapport à l'Europe. Et ceux qui sont le plus distancés, sont précisément les ouvriers, les « pauvres blancs », qui ne trouvent d'autre compensation à leur échec social, dans un monde économiquement très hiérarchisé, si ce n'est de faire passer leur mauvaise humeur et leur besoin de commander, sur les « pauvres noirs », beaucoup plus pauvres qu'eux. Si cet ouvrier blanc n'avait pas la satisfaction d'avoir un noir sous ses ordres, que lui resterait-il à faire dans la vie? Tous ceux qui ont vu ce même phénomène au Maroc et en Algérie, partout où la montée des races dites « inférieures » pose aux blancs des cuisants problèmes d'égoïsme et d'amour-propre blessé, savent de quoi on parle.

Le problème racial aux U.S.A. ne peut être résolu par le simple vote de lois d'antiségrégation. Il faut éduquer l'ouvrier américain; il faut lui donner le sens universaliste et solidaire qui est déjà ancré aujourd'hui dans la conscience de la plupart des ouvriers européens. Et bien que de temps en temps nous connaissions des éclats de chauvinisme, traduits par des mots blessants adressés « à l'étranger » qui vient soi-disant manger le pain des Français, des Anglais ou des Belges, il n'y a plus un problème de race, mais seulement un problème économique. On craint la concurrence, le chômage, on défend « son pain quotidien », mais aucune supériorité raciale ne se trouve mise en jeu.

Il faut faire des ouvriers américains, surtout des ouvriers du Sud des Etats-Unis, des hommes cultivés, intégrés dans un milieu social développé et guéri de superstitions et d'interdits. Les conflits raciaux aux U.S.A., qui sont le cancer de l'Amérique, qui peuvent devenir une nouvelle guerre civile et qui deviendront certainement une source de violences individuelles et collectives, pourraient être guéris seulement par l'action d'un syndicalisme vraiment internationaliste, qui développerait dans les masses ouvrières le sentiment de la solidarité humaine et des idées sociales qui dépasseraient l'idéal de la possession d'une automobile, d'une maison, d'une machine à laver ou d'un réfrigérateur pour chaque famille.

Alors, seulement alors, le « pauvre blanc » se sentirait le frère de classe, de lutte et de rêves du « pauvre nègre ».

## PLUTOT LA REVOLUTION QUE LA GUERRE

Qu'une telle affirmation ne soit pas nouvelle, cela est admis par le plus grand nombre, sinon tous, de ceux qui désirent une transformation sociale. Si je fais une restriction pour certains qui peuvent appréhender la révolution, telle qu'on a pu et qu'on peut la concevoir, de même qu'ils appréhendent la guerre, c'est que ces deux actions peuvent être et sont généralement de violence. D'où je tiens à dissuader sur ce sujet.

Mais pour que cette dissertation se fasse à bon escient, faut-il tenter de prévoir quel genre de guerres les gouvernants risquent de nous faire subir.

Devant les perspectives effrayantes qu'une guerre nucléaire nous laisse entrevoir, si cette dernière se déclençait, il ne pourrait guère y avoir de solution pour sauver l'humanité. Il faut que les humains n'arrivent pas à un tel déclenchement. Certes, la grande peur des différentes parties des populations, même chez les gouvernants et leurs séides, fait reculer un tel massacre, car d'innombrables quantités d'humains ne manqueraient pas de périr. Mais nous pouvons être à la merci d'un ou de quelques fous; ou encore, comme ces moyens de dévastation sont réglés mécaniquement, il suffit d'une simple erreur mécanique pour que le déclenchement s'accomplisse involontairement, d'autant plus que la fabrication d'engins nucléaires va se développant et que leur utilisation ne peut qu'en découler.

C'est le fait des Etats, car ils ne se conçoivent sans organiser des guerres; que cela soit dans n'importe quel endroit de la planète terrestre, les Etats trouvent toujours des causes pour faire massacrer les peuples. Appréhendant une guerre avec des engins nucléaires, il se pourrait que les Etats, ne voulant pas manquer à leur rôle, organisent quelques guerres classiques, se déroulant selon les normes précédentes, car pour cela, ils entretiennent des armées et développent aussi la fabrication des armements que l'on peut considérer ordinaires.

De toute façon, si les humains ne savent pas se débarrasser des Etats, ils risquent d'être victimes; pour leur éviter cela, nous faisons notre possible pour leur faire comprendre la nécessité de la Révolution.

Que la guerre soit le déchaînement des violences, cela n'est nullement contestable. Quant à la Révolution, cela pourrait être différent, sans que j'ose l'affirmer. Les transformateurs sociaux, pourtant révolutionnaires, sont plutôt, en principe, non-violents, car voulant un ou des milieux sociaux où la fraternité et l'harmonie pourraient régner et toute violence étant exclue, ils ne peuvent ni ne veulent être violents pour aboutir aux résultats escomptés. Ce sont

des possibilités qui doivent être mises en pratique.

Pour cela, il faut que les révolutionnaires ayant des connaissances assez nettes aient la ferme volonté d'aboutir. Changer l'organisation sociale veut dire éliminer les exploités, les parasites, et prendre en main, par ceux-là mêmes qui produisent, la production et la répartition; mais il se peut que la grande masse des spoliés actuels, quoique désirent un mieux-être, ne sache pas trop comment l'instaurer, d'où l'action d'une forte minorité de révolutionnaires pour inciter la masse à agir et lutter avec elle. D'une manière générale, les révolutionnaires sont des producteurs ou l'ont été. Ils savent donc à quoi s'en tenir; jusqu'à preuve du contraire, tout début de mouvement révolutionnaire ne se conçoit que par une grève générale qui doit permettre aux exploités de se concerter pour exproprier les exploités. Des révoltes populaires et mouvements révolutionnaires précédents nous prouvent qu'il est possible de se libérer à condition d'être fermement conscients et volontaires. Mais peut-on nous dire, les maîtres actuels, que ce soient les gouvernants et tous les exploités, ne voudront pas se laisser facilement déposséder sans faire intervenir leurs forces répressives. A savoir. Nous venons de connaître un dernier exemple : celui de la grève des mineurs; quoique ce mouvement n'était pas de libération, mais simplement d'une minime revendication, malgré les ordres autoritaires du gouvernement, les grévistes n'en ont tenu nullement compte, et devant la solidarité effective d'une grande partie du peuple français, les forces de répression n'ont pas reçu d'ordres pour intervenir. Pourtant, nous savons à quoi nous en tenir sur ces forces; elles ne sont composées que de brutes qui sont dressées pour exercer la violence.

Donc, les révolutionnaires peuvent désirer faire une transformation sociale sans être violents. Mais il peut en être autrement des profiteurs actuels, ainsi que de l'Etat qui ne tiendra nullement à abdiquer; nous avons à tenir compte de nombreux exemples passés et actuels.

Pour cette lutte finale, l'Etat, au service des exploités, jouera son

va-tout et les révolutionnaires seront contraints de se défendre s'ils ne veulent tous périr; ce sont ces formes de lutte qui doivent être envisagées. Je n'ai aucune prétention de préconiser comment cela pourra se dérouler, mais je tiens à faire des constatations et à émettre des réflexions sur ces dernières.

Toutes les fois que les masses populaires ont déclenché un mouvement révolutionnaire, le début de ce mouvement s'est présenté, presque toujours, d'une façon victorieuse; souventes fois, l'euphorie qui en découlait arrivait à calmer l'ardeur de certains participants à ce mouvement, alors qu'il faut conserver cette ardeur et ne pas cesser de développer les conquêtes qui ont été faites. Quoi qu'il en soit, les forces opposantes à la libération réagissent, se servant de leurs formes de lutte violente en se mettant en état de guerre.

Pour se défendre, les révolutionnaires, par la force des choses ou par erreur, adoptent les formes de lutte de leurs ennemis et alors il est déplorable de constater qu'ils vont vers la défaite. Ainsi en a été, selon mon point de vue, le dernier mouvement de libération qu'ont tenté nos camarades espagnols; ils ne pouvaient lutter victorieusement contre des armées aguerries en adoptant les mêmes formes de lutte; il est vrai que beaucoup d'autres circonstances ont été à leur détriment. Je ne puis m'étendre à ce sujet.

Il est à constater que d'autres précédentes luttes révolutionnaires ont connu la défaite par les mêmes causes, telles la Commune de Paris de 1870 et aussi la grande Révolution de 1789, qui s'est laissée noyauter par le militarisme, dont certains révolutionnaires avaient la prétention d'apporter la Liberté à travers le monde, à la pointe des baïonnettes.

Il faut donc que les révolutionnaires trouvent des formes de lutte différentes, mais que, devant certains faits, ils n'hésitent pas à tenter de déclencher la lutte révolutionnaire.

Ainsi, jusqu'à ces derniers temps, pour faire tenir leurs peuples tranquilles, les Etats ont déclaré des guerres. Qu'en sera-t-il par la suite?

(Suite en page 2.)

## LE CANADA BOUGE

Parmi les publications que nous recevons de ce pays, nous ne manquons pas de mentionner une nouvelle mensuelle dont le premier numéro est paru en mars 1963.

Ce qu'il est intéressant de noter est que c'est un journal fait et animé par des jeunes qui se présente ainsi, en première page, avec son titre :

« Le Copain » est né : Parents, jeunes ouvriers et étudiants de 16 à 20 ans. — Nationalité : LIBERTE. — Religion : DIALOGUE. »

Dans le premier éditorial de

l'équipe de ce journal, quelques courts extraits à relever :

« Le journal n'est pas au service de telle ou telle doctrine. Il n'est et ne sera qu'au service de la liberté. Chacune des associations aussi bien que tous les rédacteurs devront s'engager. Mais le journal lui-même est et demeurera libre. »

« Il est difficile de comprendre que des jeunes de dix-huit ans soient considérés assez vieux pour se marier et élever une famille, mais pas assez vieux pour penser. Il est illogique qu'un jeune

soit assez vieux pour aller se faire tuer à la guerre et pas assez vieux pour comprendre pour quoi il doit crever. »

« Non seulement la jeunesse devrait pouvoir penser, mais elle doit de penser. C'est pour elle une obligation, car cette jeunesse aura plus tard à faire face à des problèmes bien plus graves encore que ceux qu'ont connus les générations passées. Penser est donc plus qu'un droit pour la jeunesse : c'est un devoir. »

(Suite en page 2.)

REUNION A TROIS, A L'ECHOLON ELEVE, EN JUILLET



— Comme si j'avais besoin d'échelle pour être élevé!



# DE TOUT ET POUR TOUS

## La enciclica "Pacem in terris" de la compañera Montseny en Beziérs

(Conclusión)

Otro de los puntos tratados por Juan XXIII es la «relación de los hombres y los poderes públicos». Siendo Juan XXIII el primer jerarca de la Iglesia es normal y no tiene por qué sorprendernos que él sienta, como necesaria y principal base de esas relaciones, el principio de autoridad; hace mención de la responsabilidad que incumbe a los poderes públicos de satisfacer los derechos de las personas y asegurar la protección de los mismos.

Si estas funciones fueran llevadas a cabo por los poderes públicos con toda la imparcialidad debida y dentro de un espíritu fraternal que equivaliera a igualitario para todos los hombres, no tendría nada a decir, y aceptaría como bueno ese principio, pero la realidad nos dice que es precisamente ese principio de autoridad el que lleva en sí el germen del privilegio y por lo tanto conlleva los del atropello y de la injusticia; podría citar, para defender esta tesis, infinidad de casos y para mejor decir la historia misma, que corrobora lo dicho, pero me concretaré a remarcar, por ser interesante y muy sintomático, lo dicho por el mismo Juan XXIII, «pour éviter que la prédominance accorde à des individus ou à certains groupes n'installe dans la nation de situations privilégiées et que le souci de sauvegarder les droits de tous n'entraîne une politique qui réduirait ou rendrait impossible le plein exercice de ce même droit, ces deux actions doivent être sagement harmonisées.»

Como puede ver, caro lector, el mismo Juan XXIII señala el peligro, y reconoce que el buen ejercicio de la autoridad está condicionado a la (sagesse) sabiduría y prudencia de los poderes públicos, y a la buena armonización de esas dos acciones; por parte de las autoridades: En ese caso, lógico es que la Sociedad toda se entregue a la búsqueda de la persona o personas que encierran en sí esa virtud, para ponerlas al frente de los destinos de los hombres, y si esta búsqueda falla, como ya falló, simbólicamente, hace más de dos mil años cuando Diógenes, con su linterna, buscaba al hombre, en ese caso, creo que lo más cuerdo, por ser lo más lógico, será buscar para la Sociedad una nueva estructura social que no esté basada en el principio de autoridad, sino más bien en el principio del libre acuerdo entre los hombres.

En lo que concierne a la relación entre las comunidades políticas, Juan XXIII manifiesta que éstas deben estar basadas en la «Justicia, en la Solidaridad y en la Libertad». Esta tríada, que tanta sangre ha costado al pueblo por su consecución, en principio, la Iglesia, después de 170 años, se la hace suya, y la enarbola como bandera propia, aunque no sabemos si en realidad lo hace con el espíritu de hacer los posibles para hacerla efectiva, y en ese caso no puedo por menos que aplaudirlo, o bien por el contrario, que es lo más probable, lo hacen con el propósito de hacer obra de captación; lo que si puedo decir, sin temor a ser desmentido, que tanto en un caso como en el otro, la Iglesia es una gran rezagada en el concierto internacional de los pueblos; también me interesa hacer remarcar que la Iglesia, de un tiempo a esta parte y para ser más explícito desde el comienzo del pontificado de Juan XXIII, emplea con más frecuencia la palabra Solidaridad que no la de Caridad. ¿Qué razón puede haber? Supongo que no escapará a la perspicacia del lector la tal razón, no obstante, yo manifestaré la diferencia fundamental que hay entre una y otra palabra; Solidaridad significa hermandad, apoyo mutuo entre los hombres, símbolo de la fraternidad y por ende es el complemento de una verdadera Sociedad basada en la libertad, en tanto que Caridad, aun siendo una virtud, cuando ella es bien practicada, está basada en

un principio de desigualdad social, tiene el carácter de limosna, que denigra la dignidad del hombre, además que como ha sido tan mal practicada por quienes tenían el deber de dar el buen ejemplo la han desprestigiado, tanto es así que todo el mundo sabe lo que quiere decir caridad cristiana, símbolo de humillación y egoísmo.

Las nobles o aviesas intenciones que pueda encerrar dicha enciclica, no soy yo el que las va a señalar, aunque motivos tengo para ser escéptico, pues ello sería tanto como pretender poder penetrar en el fuero interno de la persona, facultad que yo no tengo, ni la tiene persona alguna; lo único que yo he hecho, es, remarcar la ambigüedad y falta de concreción que hay en la enciclica para que luego nadie se llame a engaño.

Isidro ARTIGAS

### EN TARBES

#### Comisión de Relaciones de A. y B. Pirineos

Prosiguiendo nuestra labor de cultura y propaganda, anunciamos hoy el proyecto de un «día de estudios», para el día 30 de junio.

A las 9 h. 30 de la mañana, la compañera Federica Montseny, pronunciará una interesante Conferencia sobre «Los problemas de España».

Por la tarde, a las 2 h. 30 precisas, el compañero Vicente Artes, someterá a la discusión de la militancia libertaria el tema «Creación en España de un Instituto Libre de Estudios Avanzados».

La Comisión de Relaciones, lo mismo que el compañero ponente, al presentar este trabajo inicial, desea interesar al militante inquieto por la aportación de ideas y de un estudio elevado, llegando, si es posible, a conclusiones realizables. Este «comicio», que ha de ser fraternal y constructivo, lo presidirá la compañera Montseny.

Debemos recomendar asistencia numerosa a estos actos de labores libertarias. Allí donde se trate de dilucidar los problemas que afectan a España y empezar a construir su porvenir, el concurso del militante cenetista es necesario. No se podría concebir una España nueva, en cuya transformación no interviene la voluntad, brazo y cerebro acratamente creadores.

Comisión de Relaciones.

En el Cine Variétés, de Beziérs, a las 10 horas y media del día 7 de abril, ante una afluencia numerosísima, el compañero Secretario de la F.L., que preside, abre el acto y después de breves frases de presentación, concede la palabra a la compañera Federica Montseny.

La compañera Federica comienza su peroración, diciendo: «El tema que hoy voy a desarrollar ante vosotros es el de «Pasado, presente y futuro de la C.N.T.». Como podéis ver, es amplio, pero consagrare más mi atención sobre el futuro de la C.N.T. que no sobre el pasado; no obstante, creo necesario hacer un pequeño bosquejo histórico, para que así puedan comprenderse mejor los razonamientos, argumentaciones y conclusiones que yo pueda hacer para el futuro.

Continúa diciendo: Se nos acusa a los españoles de ser sumamente individualistas, y, sin embargo, ningún pueblo mejor que el español ha sabido hacer frente a las situaciones críticas de forma colectiva como el nuestro.

Esto no soy quien lo dice: Lo demuestran numerosos textos, narrando la vida en los campos de concentración franceses y nazis, encomiando el espíritu solitario de los prisioneros españoles en los mismos, igual que su resistencia a las órdenes emanadas de los jefes.

En la historia encontramos otras manifestaciones del profundo sentimiento solidario de los españoles y de su instintivo colectivismo. Sin remontarnos al pasado, del que «Fuenteovejuna» trasplanta a la literatura una realidad social de la época, recordemos los Gremios y Sociedades de Oficio, existentes en España mucho antes de que se constituyese la Primera Internacional. Esta es la razón por la que, cuando G. Fanelli vino a nuestro país, para tratar de constituir una Sección Española de la primera A.I.T., encontró un terreno propicio, un ambiente favorable: las ideas que traía, eran similares a las que se sustentaban en los medios obreristas de España. Por esto la C.N.T. tiene raíces grandes y profundas en el pueblo español. Desciende en línea directa del federalismo Pi y Margalliano. No podremos olvidar nunca que Pi y Margall introdujo en España a Proudhon.

La labor realizada por la Institución Libre de Enseñanza, por Giner de los Rios y la piéyade de profesores y hombres de izquierda que en torno suyo se reunieron, engarzó en esa tradición liberal y libertaria, federal y solidarista del pueblo español.

El desarrollo y crecimiento del movimiento obrero, corrió parejas con esta manifestación espiritual, filosófica y política. Esto explica la reacción del Estado y del capitalismo, que reprimió con mano dura las actividades de los anarquistas en las postrimerías del siglo pasado, tomando pretexto de la bomba arrojada contra la procesión del Corpus en la calle de Cambios Nuevos — bomba que se supone lanzada por un agente provocador — para llenar cárceles, presidios y pontones — prisiones flotantes en el puerto — con el deseo de terminar, por medio del terror, con las organizaciones obreras españolas.

Pese a la cantidad de víctimas hechas por las represiones gubernamentales, no se consiguió matar el espíritu de rebeldía ni la manifestación de una opinión de izquierda cada día más importante e influyente en España. A la Institución Libre de Enseñanza, sucedió la creación de la Escuela Moderna. Destruída esta y asesinado su fundador, se multiplicaron por España las escuelas racionalistas. A cada coleteo de la reacción, sucedió un resurgir de las clases obreras, cada vez con un sentido más realista y eficaz de la manera de llevar el combate contra las clases poseedoras y contra el Estado, sostenido por estas para defender sus intereses.

Cuando, en 1910, se realiza el gran sueño de Anselmo Lorenzo, a cuya realización dedicó este hombre ejemplar la vida entera, y nace la C.N.T., no es posible olvidar ni negar que la crearon los anarquistas. Pero estos, fieles a la ya larga tradición del movimiento obrero español y a lo que habían sido las ideas de la Internacional, quisieron y supieron hacer de la organización sindical algo completamente libre de toda ingerencia política, respetando el derecho de los trabajadores a estar reunidos por sentido solidario de clase en un organismo que a nadie preguntó jamás cual era su credo filosófico, religioso o político, para concederle el derecho de estar en

él. Es por esto por lo que la C.N.T. proclamó, desde el primer momento, su apoliticismo. Y aún cuando haya habido en ella un gran número de anarquistas, estos, en tanto que libertarios, no han ejercido tutela alguna, diferenciándose en esto de lo que se ha podido apreciar en otras organizaciones españolas y extranjeras, orientadas políticamente, sea por el partido socialista, sea por el partido comunista.

Hoy, dice la conferenciante, no hay sindicatos verdaderamente libres, ni en Francia, ni en Inglaterra, ni en ninguna parte del mundo; todos están mediatizados, sometidos y orientados por los partidos políticos; en Francia la C.N.T. está mediatizada por el partido comunista; F.O., bajo la influencia de la política socialista y la Confederación Francesa de Trabajadores Cristianos, sometida a la disciplina de la Iglesia. En España, dice la oradora, los obreros que estaban desilusionados de la política y no se sometían a las conveniencias de los partidos políticos, ingresaban en la C.N.T. Durante largos años, toda la «intervención» de los anarquistas en la misma se limitó a ser cabezas de turco de todas las represiones, los primeros detenidos y seleccionados en todas las huelgas; los que, por su espíritu abnegado, su sacrificio constante, su desinterés y su dinamismo, eran la admiración de los trabajadores. Por esto adquirieron tanta influencia entre los mismos. Por esto, y porque supieron perder muchas veces la libertad y el trabajo para conseguir para la clase obrera mejoras sustanciales. El proletariado sabía que ellos defendían por idealismo sus intereses y que eran los primeros en el combate y en la aceptación de las responsabilidades. Daban, sin tasa, sin pedir ni recibir nada a cambio. La C.N.T. se hizo gracias a esta abnegación incansable y porque, gracias a ella, los trabajadores arrancaban derecho tras derecho al capitalismo y al Estado, mejorando su standard de vida.

Se extiende hablando de los terribles períodos de 1921, 22, 23, hasta 1930, bajo el terror policíaco de Anido y Arlegui en Cataluña, Regualar en Vizcaya, el Conde de Salvatierra en Levante, y después con la dictadura Primo-riverista. La C.N.T. disuelta, los sindicatos clausurados, centenares de militantes asesinados, por miles en cárceles y presidios. Fue entonces cuando el Poder consideró aniquilada a la C.N.T., e incluso hombres como Maurin la dieron, por muerte, escribiendo en la célebre frase «la C.N.T., el coloso de los pies de barro». Afortunadamente, no fue así. En plena dictadura de Primo de Rivera, pudo declarar la formidable huelga de 1930, que precedió a la sublevación de Jaca y que de hecho, fué la herida mortal inferida al régimen monárquico en España. Cuando el rey y sus secuaces vieron que la organización a la que se habían aplicado constantemente a desuavizar, no tan solo no estaba muerta, sino que, en plena clandestinidad, era capaz de organizar para tan unánime y tan unánimemente seguido por todos los trabajadores, el medio se apoderó de ellos. Las elecciones del 12 de abril no fueron más que la señal para el «Sálvese quien pueda», en los rangos monárquicos. Y no podemos olvidar que, durante los siete años de dictadura, la C.N.T. había sido la única organización puesta fuera de la ley, disuelta e imposibilitada de actuar, por cuanto la U.G.T. existió legalmente, siendo incluso Largo Caballero Consejero de Estado durante el período dictatorial.

Y cuando, en 1931, se produjo el advenimiento de la República, la C.N.T., cual Ave Fénix, reanunció de sus cenizas más pujante que nunca, muy pronto con más afiliados que no había tenido jamás.

(Continuará).

## Sobre la trágica muerte de Manuel Moreno Barranco

(Suite de la page 5.)  
«La otra cara» se la disputan por aquí. Me la llevaré esta semana.  
Un abrazo.

Los intelectuales franceses que antes hemos mencionado y todos los amigos españoles de Moreno Barranco, se esfuerzan en ayudar a la familia del joven escritor para que se haga toda la luz sobre su muerte... Es inútil decir que esa luz jamás será hecha. Como no hice hecho ni se hará sobre el asesinato de García Lorca y tantos y tantos otros crimenes.

Como colofón, reproducimos también lo que dice, muy atinadamente, el Servicio de Información de O.P.E.:

### «MANUEL MORENO BARRANCO

Madrid. (O.P.E.). — Un joven poeta antifranquista, Manuel Moreno Barranco, ha perecido en la prisión de Jerez de la Frontera (Cádiz). Según la dirección del Penal, se suicidó arrojándose por un balcón. Pero, días antes de su «defenestración» uno de los funcionarios de la prisión le había echado a la cara la frase, bastante consagrada en los medios penitenciarios del régimen: «A ti no te salva ni Dios».

¿Por qué fué detenido Manuel Moreno? Nadie lo sabe. Se sabe solamente que frecuentaba medios anarquistas, de manera singular las personas que habían vuelto del exilio y que era autor de composiciones literarias inéditas en las que se criticaba el régimen franquista. Como se sabe, otro poeta de Jerez, Cristóbal Vega Alvarez se pudo en el Penal del Puerto de Santa María (Cádiz), condenado a 28 años, y no se ha olvidado la razzia efectuada por los moros y la legión en esta zona, donde ase-

sinaron a Vicente Ballester, Juan Sebastián Olica, María Silca y otros líderes sindicalistas. Se ha dado en la zona el número de veinte mil asesinatos perpetrados en los meses que siguieron al alzamiento. Es probable que la cifra real no llegue a la mencionada, pero puede asegurarse que sumaron varios miles los caídos. Se ha prestado menos atención que la merecida a la huelga de campesinos de Sanlúcar de Barrameda. Y es posible que aquella huelga guarde relación con los antecedentes relacionados.»

## Para los lectores de "ESPOIR"

Conforme hemos ya anunciado, estamos preparando un extraordinario de «ESPOIR», dedicado a conmemorar el aniversario del 19 de julio.

Nos hemos dirigido a diversos compañeros — a ser posible que no hayan colaborado en ningún extraordinario dedicado al 19 de julio — y tenemos ya valiosas contribuciones. Nuestro propósito es recoger el mayor número posible de testimonios, enjuiciando la revolución española, de forma a poder constituir, con la serie de números publicados en años sucesivos, una documentación susceptible de ser útil a los que añan historia objetivamente ese hecho que marca un hito en la historia de las luchas sociales y políticas.

El número, como cada año, será a dos colores y, apesar de que representará un aumento considerable de gastos, valdrá, como todos, 0,40 F.

Los corresponsales y las Federaciones locales que deseen pedir aumento de ejemplares, que se apresuren a hacerlo, a fin de que podamos regularizar el tiraje.